

## Selon les Nations unies, la privatisation des marchés serait le pire scénario pour l'écologie

Hervé Kempf, *Le Monde*, 28 octobre 2007

L'avenir écologique de la planète dépend directement des choix politiques qui seront effectués : jamais cette évidence n'avait été soulignée nettement par une instance des Nations unies. C'est chose faite : le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) affirme dans un épais rapport, dit "GEO 4" ([www.unep.org/french/](http://www.unep.org/french/)), publié jeudi 25 octobre, que la privatisation généralisée des ressources et des services serait le plus mauvais scénario du point de vue de l'environnement.

C'est la conclusion d'une démarche originale de scénarisation des avenir possibles en fonction des types de politiques mises en place, menée ces deux dernières années par des groupes internationaux d'experts. Point de départ de ce travail de modélisation : la crise écologique majeure que connaît d'ores et déjà la planète.

En actualisant la description par de nombreuses sources, le rapport du PNUE synthétise le mouvement de dégradation du climat, de la biodiversité, de la santé des sols, des ressources en eau... Il souligne la rétraction des ressources disponibles par habitant : la surface de terre disponible pour chaque humain est ainsi passée de 7,91 hectares en 1900 à 2,02 en 2005.

La rapidité du phénomène est soulignée : l'étendue et la composition des écosystèmes terrestres *"sont modifiées par les populations à une vitesse sans précédent"*. Les experts insistent sur la notion de seuil : *"Les effets cumulés de changements continus dans l'environnement peuvent atteindre des seuils qui se traduisent par des changements brutaux"* et irréversibles. Cette idée de *"points de basculement"* ne s'applique pas seulement au changement climatique, mais aussi aux phénomènes de désertification, de baisse des nappes phréatiques, d'effondrement d'écosystèmes, etc.

### POINTS DE BASCULEMENT

La poursuite des trajectoires actuelles conduit inéluctablement à ces points de basculement, indique le PNUE. C'est là que le travail de modélisation intervient. Les experts ont défini quatre scénarios, selon le type de politique suivie. Dans le premier, l'Etat s'efface au profit du secteur privé, le commerce se développe sans limite, les biens naturels sont privatisés. Le deuxième scénario se base sur une intervention centralisée visant à équilibrer une forte croissance économique par un effort pour en limiter les impacts environnementaux et sociaux.

Une troisième voie serait de privilégier la sécurité pour répondre aux désordres civils et aux menaces extérieures : un effort important y serait alors consacré. Enfin, la quatrième option est celle d'une société faisant le choix de la durabilité par l'environnement et l'équité, dans laquelle les citoyens jouent un rôle actif.

La modélisation permet de mesurer l'influence sur l'environnement de chacun de ces quatre scénarios, à travers la consommation d'énergie, les émissions de polluants, le type d'activité agricole, les prélèvements d'eau et de nombreux autres paramètres.

Le dernier scénario (durabilité) apparaît préférable du point de vue social et écologique, tandis que le premier (privatisation), s'il assure la croissance la plus forte, se traduit aussi par un impact environnemental jugé insupportable, tout en générant les plus grandes inégalités. Dans ce cas, *"l'environnement et la société se rapprochent rapidement du point de basculement, voire le dépassent"*.

Les scénarios les moins mauvais en termes d'environnement ne sont cependant pas exempts de défauts : le deuxième, qui privilégie une intervention politique forte, peut générer de la bureaucratie, le quatrième, qui met l'accent sur la durabilité, exige de consacrer beaucoup de temps à la coopération entre acteurs. Et ils ne garantissent pas un avenir sans souci : dans tous les cas, *"le changement climatique et la perte de biodiversité resteront des défis significatifs"*.